

Pas de quorum pour tenir le Sommet de l'EAC suite au désistement du Burundi

PANA, 01 décembre 2018 Le désistement du Burundi à l'origine du report du 20^eme Sommet ordinaire de la Communauté d'Afrique de l'Est/Bujumbura, Burundi - Le 20^eme sommet ordinaire des Chefs d'Etat de la Communauté d'Afrique de l'Est (East african community (CAE/EAC) a été reporté « sine die », vendredi, suite au désistement du Burundi « pour vices de procédures », selon les échanges diplomatiques en provenance d'Arusha, la ville du Nord de la Tanzanie qui devait l'abriter. [Photo : Etaient présents à Arusha, les présidents Uhuru Kenyatta, Yoweri Kaguta Museveni et John Pombe Magufuli.]

L'on apprend par contre que le chef de l'Etat ougandais, en même temps président en exercice de la CEA, Yoweri Kaguta Museveni, celui de la Tanzanie, John Pombe Magufuli, leur homologue du Kenya, Uhuru Kenyatta, avaient fait le déplacement d'Arusha, tandis que le Rwanda et le Soudan du sud s'étaient fait représenter à des niveaux ministériels. Au moment où la chaise du Burundi était vide de toute présence. Constatant que le quorum n'avait pas été atteint, « en vertu de l'article 12 » du traité qui exige des chefs d'Etat être présents ou de se faire représenter aux sommets de la Communauté, il a été ainsi décidé de reporter la rencontre, selon les mêmes sources. Le Burundi avait demandé un report de deux semaines "en vue de se préparer comme il se doit" à la rencontre au sommet, avant d'essayer une fin de non-recevoir de la part du président ougandais qui ne trouvait pas l'argument fondé. La Communauté est-africaine assure la médiation dans le dialogue inter-burundais de sortie de crise politique suite aux élections controversées et marquées de violences en 2015. Le mois dernier, le pouvoir burundais avait boycotté le « cinquième et dernier round » du dialogue inter-burundais, sous l'égide de l'ancien président tanzanien, Benjamin William Mkapa, avec un mandat de la CAE. L'on s'attendait, dans les milieux des observateurs à Bujumbura, à ce que le 20^eme sommet de la Communauté est-africaine reçoive, entre autres rapports, celui du médiateur tanzanien en vue de nouvelles orientations pour faire avancer le dialogue inter-burundais de sortie de crise, en panne depuis plus de deux ans. Certains dans les milieux diplomatiques à Bujumbura blâment le pouvoir burundais dans l'enlisement de la crise, alors que l'heure est plutôt à la préparation de nouvelles élections à l'horizon 2020. De son côté, le pouvoir burundais refuse de dialoguer avec les représentants politiques de l'opposition pour leur rôle présumé actif dans la crise électorale de 2015 et la tentative de putsch militaire manquée qui a suivi. L'actuel chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a décidé de ne pas se présenter à un second mandat, sans toutefois dissiper complètement le climat politique national toujours déchaîné. La candidature du président sortant à un troisième quinquennat, depuis 2005, avait provoqué un mouvement insurrectionnel, suivi d'une tentative de putsch militaire manquée. Des milliers de réfugiés et des exilés politiques restent suspendus à la conclusion du laborieux dialogue inter-burundais de paix pour espérer retrouver le pays d'origine qui est également à bout de souffle au niveau économique suite aux sanctions des principaux partenaires techniques et financiers traditionnels du Burundi, notamment l'Union européenne (UE). L'Union africaine (UA) a multiplié ces derniers temps des appels à l'UE pour desserrer l'étau autour du Burundi, encourageant par un retour progressif au calme dans le pays et par l'annonce du chef de l'Etat burundais de ne pas briguer un autre mandat aux prochaines élections de 2020.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});